

## « Réhabiliter la dépense publique : il y a urgence », *l'Humanité*, 24 février.

Christophe Ramaux (Université Paris I - Centre d'Economie de la Sorbonne)

Le XX<sup>e</sup> siècle a été marqué par l'opposition entre capitalisme et communisme. La disparition de ce dernier avec la chute du mur de Berlin peut laisser croire que le monde vit dorénavant dans des « économies capitalistes de marché ». Cette idée est contestable : elle gomme le poids considérable de l'Etat social (protection sociale, services publics, droit du travail, politiques économiques budgétaires, monétaires, des revenus...) dans nos économies. L'Etat social n'a pas seulement une dimension antilibérale, il a une dimension proprement anticapitaliste. Le capital domine sans aucun doute, mais il ne surdétermine pas tout, des sphères entières d'activité lui échappent.

Le néolibéralisme, depuis le début des années 1980, a rogné les différents dispositifs de l'Etat social de façon plus ou moins marqué selon les pays. L'Etat social n'a toutefois pas disparu. La dépense publique est plus élevée aujourd'hui qu'elle ne l'était au début des années 1980. En France, elle équivaut à 57 % du PIB en 2014 (contre 46 % en 1980). On se méprend souvent sur le sens de ce chiffre : il ne signifie pas qu'il ne reste que 43 % pour le privé. En rapportant la dépense publique (1 226 milliards en 2014) au PIB, on la compare à une grandeur familière, ce qui n'est pas infondé, mais elle n'est pas une part du PIB (la dépense privée calculée à son instar équivaut à plus de 200 % du PIB !). Bref, il serait parfaitement possible de l'augmenter sans nuire au privé.

La grande crise ouverte en 2008 a marqué la faillite du néolibéralisme lequel n'avait tenu que par l'explosion des dettes privées. Les Etats sont intervenus afin que la grande récession ne se transforme en grande dépression. Mais l'Europe, dès 2011, alors que la reprise était à peine commencée, a fait le choix d'un nouveau tournant vers l'austérité. Les Etats-Unis (le Royaume-Uni a fait de même) n'ont pas hésité à pousser leur déficit public jusqu'à 12 % du PIB en 2009 et 2010, 5 % encore en 2014 (leur dette publique est passée de 64 % en 2007 à 105 % en 2014). L'économie est repartie et grâce à elle déficits et dettes se réduisent. La zone euro s'acharne, de son côté, alors que les taux d'intérêt sont très bas (négatifs même pour la France jusqu'à 4 ans), à réduire les déficits pour mieux au fond réduire la dépense publique. Par dogmatisme néolibéral mais aussi pour satisfaire certains intérêts privés. Le résultat est accablant : elle s'enlise dans la stagnation. La dépression même, là où cette politique a été menée le plus loin : Grèce, Portugal, Espagne, Italie<sup>1</sup>.

Les effets multiplicateurs de la dépense publique (son effet sur l'activité globale) sont d'autant plus massifs que le privé, gangrené par la financiarisation, va mal. La consommation globale (1 700 milliards) représente 80 % de la demande globale et l'investissement lui-même (les 20 % restants)

---

<sup>1</sup> Dans ces pays, la dette publique s'est fortement accrue, la réduction du PIB entraînant une contraction des recettes et une hausse du rapport dette sur PIB.

dépend d'elle. Or la dépense publique soutient la moitié de cette consommation globale : directement *via* la consommation des services publics (éducation, hôpital, justice, police...) produits par les fonctionnaires (390 milliards); indirectement via les prestations sociales en espèce (retraites, allocations familiale ou chômage, etc., 430 Mds en 2014) et les « transferts sociaux en nature de produits marchands » (remboursements de médicaments et consultations de médecine libérales, allocations logement, etc., 128 Mds).

Les Etats sociaux sont essentiellement nationaux et le resteront (nul sens à créer des retraites européennes ou des enseignants européens...). L'Europe pourrait utilement contribuer à les fortifier et à les renouveler pour leur permettre d'assumer la transition écologique. Mais, depuis l'Acte unique de 1986, et cette tendance a été durcie avec l'introduction de l'euro, elle est principalement conçue pour les démanteler. Il est plus que temps de la remettre à plat.